

Paris, le 16 janvier 2007

Recensement de la population vivant en France Lancement de l'enquête de 2007 et diffusion des résultats issus des trois premières enquêtes de recensement

L'enquête de recensement de 2007 démarre le 18 janvier prochain. Comme chaque année maintenant, 9 millions de personnes vivant en France recevront la visite d'un agent recenseur. Cette enquête est essentielle pour la définition et la gestion des politiques publiques car elle fournit des statistiques sur le nombre d'habitants et sur leurs caractéristiques (âge, profession exercée, moyens de transport, déplacements quotidiens...).

En 2008, à l'issue des cinq premières enquêtes, l'Insee diffusera la population légale de chaque commune ainsi que les résultats statistiques complets sur leurs caractéristiques socio-démographiques. Cependant, à partir des données des enquêtes annuelles qui se sont déjà déroulées, l'Insee actualise chaque année les résultats sur la démographie de la population vivant en France. Cette année, les populations des départements ont pu être estimées en utilisant les données des enquêtes de recensement de 2004, 2005 et 2006. Une analyse sur les disparités régionales en matière d'emploi et de chômage est également publiée. Jusqu'en 2008, l'Insee propose ainsi une diffusion progressive des résultats.

• Lancement de l'enquête de recensement de 2007 le 18 janvier

Les opérations de collecte démarrent le 18 janvier (le 1^{er} février à La Réunion). Elles s'étendent sur une période de 4 à 5 semaines selon la taille des communes. Pour cela, **18 000 agents recenseurs sont mobilisés**. Leur visite est annoncée par un courrier signé du maire. Ils se présenteront dans chaque logement enquêté en 2007 pour déposer deux questionnaires à compléter : une feuille de logement pour chaque logement et un bulletin individuel par personne vivant dans le logement.

Participer au recensement est un acte civique obligatoire. En effet, grâce à cette opération, chaque commune, chaque département ou région, peut connaître le nombre de ses habitants et leurs caractéristiques et donc adapter ses infrastructures et équipements à leurs besoins. Il est donc particulièrement utile et important que chacun se mobilise !

Les informations recueillies sont strictement confidentielles : elles ne peuvent être communiquées à aucune administration, aucune entreprise ou aucun particulier. Protégées par la loi, elles sont ensuite traitées par l'Insee pour produire à tous les niveaux d'organisation du territoire des statistiques anonymes et largement diffusées.

• Résultats des trois premières enquêtes de recensement : 2004, 2005 et 2006

➤ Une population estimée à 63,4 millions de personnes

Au 1^{er} janvier 2007, la population de la France métropolitaine et des départements d'outre-mer est estimée à 63,4 millions de personnes (62,9 millions de personnes au 1^{er} janvier 2006). La population de la France a augmenté de 393 800 personnes au cours de l'année 2006. Cette croissance s'explique pour les trois quarts par un excédent des naissances sur les décès et pour un quart, par un solde migratoire en légère hausse. Avec les collectivités d'outre-mer, la population française atteint 64,1 millions, soit 710 000 personnes de plus.

En effet, l'accroissement naturel s'élève à 299 800 personnes du fait d'une **augmentation significative du nombre des naissances, à savoir 830 900, niveau jamais atteint depuis 25 ans**. Le taux de fécondité est de 2 enfants par femme en 2006 et place la France parmi les pays européens les plus féconds.

Parallèlement, la mortalité constatée en 2006 diminue légèrement avec 531 100 décès survenus au cours de l'année, soit une diminution de 1,3 % par rapport à 2005. L'espérance de vie continue à augmenter légèrement ; elle atteint 84,0 ans pour les femmes (+ 3 mois) et 77,1 ans pour les hommes (+ 5 mois).

➤ Poursuite de l'étalement urbain

La croissance démographique reste la plus forte en **Corse, Aquitaine, Midi-Pyrénées, et Languedoc-Roussillon en raison de leur très forte attractivité**. La population croît également de façon significative dans **les autres régions de la façade atlantique** (Bretagne, Pays de la Loire, Poitou-Charentes), dans le Sud-Est (Provence-Alpes-Côte d'Azur, Rhône-Alpes) ainsi qu'en Alsace. À l'inverse, le solde migratoire est négatif dans les régions du nord et de l'est : Nord - Pas-de-Calais, Haute-Normandie, Picardie, Champagne-Ardenne et Lorraine.

La situation départementale confirme ces tendances régionales avec **des évolutions de population supérieures à 1,4 % par an entre 1999 et 2005 dans dix départements de la façade atlantique et de la moitié sud** : Haute-Garonne, Alpes-de-Haute-Provence, Hérault, Gard, Landes, Vendée, Aude, Haute-Savoie, Ain, Hautes-Alpes.

À l'opposé, la population baisse de plus de 0,1 % par an dans quatre départements du centre et du Nord-Est : Ardennes, Haute-Marne, Creuse et Nièvre.

L'étalement urbain se confirme. La croissance démographique continue en effet de s'accélérer dans les communes périurbaines et dans les communes rurales. **Les communes situées entre 20 et 30 kilomètres du centre des pôles urbains** ont enregistré la plus forte hausse de population par migration avec **+ 95 personnes par an pour 10 000 habitants**.

➤ 28,2 millions d'actifs en France métropolitaine début 2005

Début 2005, en France métropolitaine, **plus de 72 % des personnes en âge de travailler occupaient un emploi ou en recherchaient un**, soit **28,2 millions d'actifs**. Le taux d'activité reste ainsi stable entre 1999 et 2005.

Les évolutions les plus sensibles concernent **le taux de féminisation de la population active**, qui passe de **46,1 % en 1999 à 47,5 % en 2005** et **le niveau de diplôme** avec une proportion d'actifs ayant le bac en **augmentation de 8 points en six ans**.

De même, **la population active vieillit** : la part des **plus de 55 ans** parmi les actifs **dépasse ainsi les 10 % en 2005** (au lieu de 7 % en 1999).

Enfin, **le travail à temps partiel n'a pas poursuivi sa progression** : sa part a notamment reculé chez les femmes, passant de 31 % des actives ayant un emploi en 1999 à moins de 29 % en 2005.



En matière de taux d'emploi, la France reste encore en deçà des objectifs communautaires fixés pour 2010 (communément appelés « objectifs de Lisbonne »)¹, la moyenne nationale se situant encore 6 points en dessous. Si le taux d'emploi des femmes est en passe d'atteindre l'objectif de 60 % (**58,4 % en 2005**), celui des **seniors se situe encore à 37 %**, soit 13 points en dessous de l'objectif (50 %).

➤ Des disparités régionales qui persistent

Quatre régions apparaissent très dynamiques en matière de taux d'activité : ainsi **l'Île-de-France, les Pays de la Loire, le Centre et Rhône-Alpes** dépassent la moyenne nationale.

À l'inverse, le Nord-Pas-de-Calais et les trois régions du sud-est (Corse, Languedoc-Roussillon et Provence-Alpes-Côte d'Azur) ferment la marche avec des taux d'activité inférieurs à la moyenne nationale.

On constate une forte corrélation négative entre le taux de chômage et le taux d'activité : les quatre régions les moins actives professionnellement sont aussi celles où les taux de chômage sont les plus élevés.

À l'inverse, les Pays de la Loire et Rhône-Alpes cumulent un faible taux de chômage et un fort taux d'activité.

Les Pays de la Loire occupent la première place en terme de taux d'emploi, devant l'Île-de-France, avec deux personnes de 15 à 64 ans sur trois occupant un emploi. **Le Languedoc-Roussillon occupe le dernier rang avec un taux d'emploi de 56,7 %.**

Focus sur la population et l'activité en Île-de-France

Au 1^{er} janvier 2006, la population de l'Île-de-France est estimée à **11,49 millions d'habitants**. La hausse de la population francilienne, 0,70 % par an depuis 1999, résulte de **l'importance de l'excédent des naissances sur les décès** (environ 100 000 par an sur la période 1999 - 2005).

Alors que la légère croissance démographique de Paris se confirme, la petite couronne (notamment les communes à la périphérie de la capitale) affiche un fort dynamisme (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis). Dans la grande couronne, la Seine-et-Marne se distingue avec une croissance de sa population de 0,9 % par an.

La région attire essentiellement des personnes **de moins de 30 ans**. **Au-delà de 30 ans, les départs de l'Île-de-France** en direction de la province sont nettement plus nombreux que les entrées : **50 % des sortants ont entre 30 et 49 ans et 22 % plus de 50 ans.**

Le taux d'activité des Franciliens atteint **75 % et leur taux d'emploi 66 %**. **Les femmes** représentent près de la moitié de la population active (49 %). **52 % des seniors sont actifs**, soit un taux d'activité supérieur de 13 points par rapport à celui des provinciaux du même âge.

Comme chaque année, l'ensemble des résultats, synthétiques ou détaillés (non couverts par le secret statistique), sont mis à disposition gratuitement sur le site www.insee.fr.

L'ensemble des visuels (cartes, infographies) sont téléchargeables sur l'espace presse **sur le site www.insee.fr**.

Pour plus d'informations <http://www.insee.fr>, rubrique **recensement de la population**

¹ Ces objectifs correspondent à un taux d'emploi de 70 % pour l'ensemble des 15-64 ans, de 60 % pour les femmes du même âge et de 50 % pour l'ensemble des 55-64 ans, à l'horizon 2010.

